

CONTRAT & PATRIMOINE

Dans ce numéro

Consommation

Contrat et obligations

Banque – Crédit

CONSOMMATION

Précision sur la preuve de la remise du formulaire de rétractation

La liasse contractuelle produite par l'établissement de crédit n'est pas de nature à corroborer l'offre de crédit permettant de prouver le respect de ses obligations relatives au formulaire de rétractation.

Un établissement bancaire a consenti un crédit à la consommation à deux personnes physiques pour financer une pompe à chaleur. À la suite de la défaillance des emprunteurs, la banque a prononcé la déchéance du terme et les assigne en paiement. Les juges du fond rejettent la demande en déchéance du droit aux intérêts et précisent que la clause par laquelle les emprunteurs reconnaissent avoir reçu du prêteur le formulaire détachable qui doit être joint à l'offre de crédit à la consommation, permettant l'exercice du droit de rétractation, est corroborée par la liasse contractuelle conservée par la banque. Ils se pourvoient en cassation.

La Cour de cassation confirme sa jurisprudence en la matière. Elle casse l'arrêt d'appel et rappelle que la production par la banque de la liasse contractuelle relative au crédit en cause comprenant le dossier de financement complet avec les deux exemplaires préremplis de l'offre de crédit ainsi que le bordereau de rétractation n'étaient pas de nature à corroborer la clause type de l'offre de crédit.

Auteur : Éditions Lefebvre Dalloz – Tous droits réservés.

● Civ. 1^{re},

4 juin 2025,
n° 24-11.580

CONTRAT ET OBLIGATIONS

Refus de la fixation judiciaire du prix de vente

Excède ses pouvoirs, le juge qui évalue lui-même le prix de vente du fonds de commerce.

Une promesse de cession de fonds de commerce de pharmacie sous conditions suspensives a été conclue le 7 septembre 2015. Le prix de cession a été fixé à hauteur de 80 % du chiffre d'affaires annuel de référence dont devaient être retranchées les ventes de marchandises hors-comptoir ou la location de matériel médical. Il était prévu qu'en cas de désaccord sur la détermination du prix définitif, les parties pouvaient faire appel à un tiers évaluateur. Cependant, à défaut d'accord des parties sur l'identité de l'expert à désigner ou si l'expert désigné n'avait pas rempli sa mission dans un délai de six mois, il devait être désigné par le président du tribunal de commerce saisi par la partie la plus diligente. L'acte de cession a été signé le 31 mars 2016 mais le prix n'ayant pas été arrêté, il a été fait appel à un expert. A la suite d'un désaccord sur le chiffre d'affaires à retenir, le vendeur a assigné l'acquéreur afin d'obtenir notamment la fixation définitive du prix.

Les juges d'appel confirment le jugement du tribunal de commerce qui a fixé le prix définitif de la vente à un montant déterminé. Le vendeur, invoquant que seules les parties pouvaient procéder à la fixation du prix sauf à confier cette mission à un tiers, se pourvoit en cassation.

La Cour de cassation n'est pas de cet avis. Elle retient que le juge ne peut pas procéder à la fixation du prix de vente. En évaluant lui-même le prix de cession, il a excédé ses pouvoirs.

Auteur : Éditions Lefebvre Dalloz – Tous droits réservés.

● Com.

13 mars 2025,
n° 23-10.961

... BANQUE – CRÉDIT

Cogestion des virements opérés sur les comptes bancaires des enfants mineurs

Commet une faute engageant sa responsabilité, la banque qui ne sollicite pas l'autorisation de l'autre parent après avoir constaté des virements au débit sur le compte bancaire des enfants mineurs effectués par le père.

Un père a procédé au virement de la somme de 5000 euros sur chacun des comptes d'épargne de ses trois enfants. Par la suite, il a effectué seul plusieurs retraits sur ces comptes jusqu'à un quasi-épuisement de leur solde. La mère a alerté le juge des tutelles et assigné la banque pour manquement à son obligation de vigilance. Les juges d'appel ont retenu la responsabilité de la banque qui aurait dû suspecter un détournement de fonds.

La Cour de cassation confirme la condamnation de la banque. Elle rappelle que cette dernière est tenue d'un devoir de vigilance et qu'elle aurait dû solliciter l'accord de l'autre parent pour autoriser les virements sur les comptes des trois mineurs qui constituent des actes de disposition. La banque a commis une faute.

Auteur : Éditions Lefebvre Dalloz – Tous droits réservés.

● Com.

12 juin 2025,
n° 24-13.604